

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 SEPTEMBRE 1919.

Projet de loi
relatif à la constitution de Sociétés Coopératives Intercommunales
des magasins et transports frigorifiques.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

La viande de boucherie se vend à des prix beaucoup trop élevés pour permettre à la classe ouvrière et à la moyenne bourgeoisie de se nourrir convenablement.

Le rétablissement des prix normaux ne se produira qu'après de longues années, lorsque le cheptel sera reconstitué.

D'autre part, la population aura besoin de grandes quantités de viandes pour reconstituer sa puissance de travail, car les misères et les privations subies pendant l'occupation allemande l'ont anémiée et il ne sera pas possible de lui demander l'effort considérable nécessaire à la reconstitution du pays, si on ne lui fournit pas à bon compte des aliments carnés, réparateurs de ses forces perdues.

L'introduction de viande congelée en Belgique serait un des moyens les plus sûrs non seulement de provoquer une baisse immédiate du prix des animaux de boucherie, mais de donner aux classes travailleuses une plus grande quantité de viande et de permettre à l'agriculture une sélection de bêtes à cornes, de pousser à l'élevage non seulement pour la boucherie, mais encore pour la production du lait et la reconstitution du cheptel national.

La viande congelée présente le grand avantage d'être beaucoup meilleur marché que la viande fraîche, même en période normale, d'être absolument stérilisée, d'être plus tendre, par conséquent plus digestive que la viande nouvellement abattue.

L'inconvénient de son importation réside dans les soins qu'elle nécessite. Il faut, en effet, que cette viande soit conservée à très basse température, dans les ports d'arrivée et dans les grands centres distributeurs, que pendant son transport elle ne subisse pas de changements trop élevés de température, qu'elle ne soit pas soumise à l'humidité, que lors de son arrivée à destination, elle soit encore emmagasinée dans des locaux spéciaux et qu'avant sa consommation, elle subisse une décongélation lente, seule garantie de sa bonne présentation au public.

Dès le début de cette année, le Département du Ravitaillement s'est occupé de la question d'importation de viande congelée et un Service frigorifique a été créé, chargé des études à cette fin.

La plupart des entrepôts existant dans le pays, de capacité excessivement réduite d'ailleurs, étant réquisitionnés par l'armée pour ses besoins, il a fallu songé à en augmenter le nombre et le Service frigorifique a entrepris l'aménagement d'un entrepôt frigorifique central de l'État, en ce moment en construction à Anvers, sous la direction et la surveillance de spécialistes. D'autre part, le Service frigorifique a réuni une nombreuse documentation et s'est occupé de la question des transports frigorifiques par fer par eau et par route. Depuis le mois de juillet, les viandes congelées sont mises en vente et la population y fait dans la plupart des régions du pays fort bon accueil. L'introduction de cette denrée a permis notamment de ravitailler en viande la région dévastée du sud de la Flandre occidentale qui est absolument dépourvue de bétail de boucherie.

Il importe que l'œuvre si utilement commencée par le Département du Ravitaillement soit continuée et soit reprise par un organisme stable et contrôlé par les pouvoirs publics, car les entreprises privées, laissées à elles-mêmes, ne verraient dans tout ce trafic qu'un intérêt commercial et ne s'occuperaient de viandes congelées que lorsqu'il y aurait possibilité de réaliser de gros bénéfices. Il n'existe d'ailleurs en Belgique qu'un petit nombre d'entrepôts frigorifiques, dont la majorité ne contient pas de salle congélatrice (certaines provinces en sont complètement dépourvues), et les prix demandés pour leur location sont manifestement exagérés, vu la forte demande et l'offre très réduite.

Les populations ont donc un intérêt primordial à ce que les pouvoirs publics prennent des mesures pour éviter que le marché frigorifique et les viandes congelées ne soient accaparés par des particuliers peu scrupuleux, au détriment de l'alimentation publique. C'est dans cet ordre d'idées que nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations un projet de loi autorisant les communes à constituer une société coopérative d'entrepôts et de transports frigorifiques.

La viande et les autres denrées conservables par le froid ne seraient guère vendues au détail par la société coopérative à créer. Le débit au détail serait confié aux bouchers et aux autres débitants qui accepteraient les conditions de contrôle et de prix, et ce n'est qu'au cas où le commerce local serait

défaillant ou notoirement insuffisant que la vente pourrait être assurée à l'intervention des magasins communaux.

Le but poursuivi étant en ordre principal la création de frigorifères réfrigérants, congélateurs et décongélatoirs, la société à créer pourrait également aider le commerce privé à vendre des denrées (lait, beurre, œufs, poisson, gibier, fruits, légumes, etc.), qui, sans l'existence de frigorifères, ne pourraient être conservées.

L'Intercommunale achètera elle-même les denrées alimentaires à conserver dans ses installations, quitte à louer les parties non occupées à des particuliers. Elle présentera une grosse surface de crédit et pourra traiter directement avec les producteurs, ce qui aura une influence des plus avantageuse quant aux prix de revient.

On pourrait arguer de ce qu'un organisme intercommunal manquerait de compétence. Mais il faut se rendre compte de ce que la forme « coopérative » permet précisément de donner à la puissance communale, fournie sous forme de capitaux, la souplesse nécessaire à la bonne marche d'une entreprise de ce genre. Les actionnaires des sociétés anonymes ne sont d'ailleurs pas plus compétents dans les industries qu'elles exercent que les administrateurs communaux ne le sont dans le domaine frigorifique. Il suffira que la société s'entoure de toutes les garanties pour la nomination du personnel de direction, dont dépend, comme dans toute entreprise, la bonne marche de la société.

L'entrée de particuliers dans la constitution du capital lèvera certes les doutes à ce sujet. Cette participation est cependant limitée, afin que la majorité reste aux communes associées.

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.

Projet de loi relatif à la constitution de Sociétés Coopératives Intercommunales des magasins et transports frigorifiques.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement et Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement et Notre Ministre de l'Intérieur présenteront en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER

Est soumise à l'avis de la Députation permanente et à l'approbation du Roi, la délibération par laquelle une commune décide de s'associer avec une ou plusieurs communes ou avec des particuliers habitant ces communes aux fins d'assurer l'achat, la construction, l'entretien, la location d'entrepôts, magasins et transports frigorifiques; la fabrication et la vente de la glace nécessaire aux opérations de la société; l'entreposage pour compte de tiers, de toutes denrées et marchandises susceptibles d'être conservées à basse température; l'achat, l'entreposage et la vente des denrées

Wetsontwerp betreffende het stichten van Intergemeentelijke Samenwerkende Vereenigingen der vries- en koelmagazijnen en- vervoerdiensten.

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading en Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading en Onze Minister van Binnenlandsche Zaken zullen in Onzen naam het volgende wetsontwerp bij de Wetgevende Kamers indienen :

ARTIKEL ÉÉN.

Wordt aan het advies der Bestendige Afvaardiging onderworpen de beraadslaging bij dewelke een gemeente beslist zich met een of meerdere gemeenten of met partikulieren deze gemeenten bewonende te vereenigen voor het aankopen, bouwen, onderhouden, huren van vriesstapelhuizen-, magazijnen en -vervoermiddelen; het fabriceren en den verkoop van het ijs dat voor de ondernemingen der maatschappij noodig is; de berging, voor rekening van derde personen, van alle levensmiddelen en koopware die bij lage temperatuur kunnen bewaard worden; het aankopen, bergen en ver-

alimentaires périssables qui sont déterminées par arrêté royal.

A la délibération, sont joints les statuts de la société à constituer.

ART. 2.

La société ne vendra qu'à ses membres, aux bureaux de bienfaisance et aux hospices civils.

Le débit en détail par les acheteurs devra se faire dans les conditions de prix et de contrôle déterminées par la société, sous l'approbation du Ministre qui a le ravitaillement dans ses attributions.

Les communes associées ne pourront établir des magasins communaux que pour autant que le commerce local ne puisse ou ne veuille assurer la vente dans les conditions indiquées. Ces magasins ne pourront débiter qu'aux habitants des communes associées.

ART. 3.

La société sera constituée dans la forme des sociétés coopératives et jouira, sans perdre son caractère civil, des avantages accordés par la loi aux sociétés commerciales.

Les associés ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

ART. 4.

Les statuts seront conformes aux principes consacrés par la présente loi et aux dispositions des lois sur les sociétés commerciales, pour autant qu'il

koop en van vergankelijke levensmiddelen, welke door koninklijk besluit bepaald worden.

Bij de beraadslaging worden de statuten der vereeniging die moet opgericht worden gevoegd.

ART. 2.

De vereeniging zal slechts aan haar leden, aan de weldadigheidsbureau en aan de burgerlijke godshuizen verkoopen.

De verkoop in 't klein door de aankoopers, zal moeten geschieden in de voorwaarden van prijs en toezicht die door de vereeniging bepaald en door den Minister die de bevoorrading in zijn bevoegdheid heeft goedgekeurd zijn.

De vereenigde gemeenten zullen geene gemeentemagazijnen mogen oprichten, tenzij de plaatselijke handelaars zich met den verkoop in de aangeduide voorwaarden niet kunnen of niet willen belaste. Deze magazijnen mogen enkel aan inwoners van vereenigde gemeenten verkoopen.

ART. 3.

De maatschappij zal opgericht worden in den vorm der samenwerkende vereenigingen en, zonder haar burgerlijk karakter te verliezen, van de voordeelen genieten die door de wet aan de handelsvennootschappen worden verleend.

De geassocieerden mogen zich slecht afzonderlijk en tot het beloop van een bepaald bedrag verbinden.

ART. 4.

De statuten zullen overeenstemmen met de grondstellingen die in deze wet voorkomen en met de bepalingen der wetten op de handelsvennootschappen,

ne soit pas nécessaire de déroger à ces dernières en raison de la nature spéciale de la société.

Les dérogations devront être expressément mentionnées dans les statuts.

ART. 5.

La durée de la société n'est pas limitée. La dissolution pourra être prononcée par les deux tiers des associés, sous réserve de l'approbation royale.

ART. 6.

Les particuliers ne pourront souscrire plus de deux parts sociales. Le nombre global des parts souscrites par les particuliers ne pourra dépasser le tiers du nombre total des parts sociales.

Toutes les parts sont nominatives, elles ne peuvent être cédées. Cependant, les communes peuvent être autorisées par le Roi à céder leurs parts à d'autres communes.

ART. 7.

Les statuts devront prévoir :

- 1° La constitution d'une réserve;
- 2° La constitution d'un fonds de prévision destiné aux extensions et améliorations, ainsi qu'au paiement du dividende des exercices sociaux ultérieurs.

ART. 8.

Le dividende annuel à allouer éventuellement ne peut dépasser l'intérêt du capital versé à un taux de 1 % supérieur au taux réel d'émission du dernier emprunt contracté par l'Etat.

voor zoover bet, om dem bijzonderen aard der maatschappij, niet noodig zij van deze laatste bepalingen af te wijken.

De afwijkingen zullen in de statuten uitdrukkelijk moeten vermeld zijn.

ART. 5.

De duur der vereeniging is niet beperkt. De ontbinding zal door de twee derden der geassocieerden mogen beslist worden, onder voorbehoud der algemeene goedkeuring.

ART. 6.

De partikulieren zullen voor niet meer dan twee maatschappelijke aandelen mogen inteekenen. Het globale aantal intekeningen door partikulieren gedaan mag het derde der maatschappelijke aandelen niet overtreffen.

Al de aandelen zijn nominatief en kunnen dus niet afgestaan worden. De gemeenten kunnen nochtans door den Koning gemachtigd worden hun aandelen aan andere gemeenten af te staan.

ART. 7.

De statuten zullen moeten voor zien :

- 1° Het vormen van een reservefonds;
- 2° Het vormen van een fonds van vooruitzicht, bestemd tot de uitbreidingen verbeteringen en tot de uitbetaling der winstaandeelen voor latere bedrijfsjaren.

ART. 8.

Het jaarlijksche winstaandeel, dat eventueel zal verleend worden, mag den interest van het kapitaal, dat is gestort tegen een rentevoet van 1 % boven den werkelijken rentevoet van uitgifte der laatste door den Staat gesloten leening, niet overschrijden.

ART. 9.

La société peut contracter des emprunts ou émettre des obligations en représentation de la part non libérée par les communes.

ART. 10.

La société est administrée par un conseil et un directeur général.

Le conseil d'administration est formé d'un président et d'administrateurs dont le nombre, qui ne pourra dépasser six, est fixé par les statuts.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Le directeur général est nommé par le conseil d'administration.

Les statuts règlent ce qui a trait aux attributions, aux émoluments et à la nature des fonctions du président, des administrateurs et du directeur général.

ART. 11.

Le contrôle des opérations de la société est assuré par un comité de surveillance nommé par l'assemblée générale.

Les statuts fixent le nombre des membres, la durée de leur mandat ainsi que le montant des émoluments qui peuvent leur être attribués.

ART. 12.

Un arrêté royal, décrétant l'utilité publique, pourra autoriser la société à poursuivre en son nom l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le gouverneur de la province dans laquelle sont situés les immeubles à exproprier est compétent pour passer les actes prévus par l'article 9 de la loi du 27 mai 1870.

ART. 9.

De vereeniging mag leeningen sluiten of obligatiën uitgeven voor het gedeelte van het kapitaal, dat door de gemeenten niet is gestort.

ART. 10.

De vereeniging wordt beheerd door een Raad en een algemeenen bestuurder.

De beheerraad bestaat uit een voorzitter en beheerders, wier aantal, dat de zes niet mag overschrijden, door de statuten wordt bepaald.

De leden van den beheerraad worden door de algemeene vergadering der aandeelhouders benoemd.

De algemeene bestuurder wordt door den beheerraad benoemd.

De statuten regelen alles wat de bevoegdheid, de emolumenten en den aard der funkties van den voorzitter, de beheerders en den algemeenen bestuurder betreft.

ART. 11.

Het toezicht op de werkzaamheden der vereeniging wordt uitgeoefend door een toezichtskomitee dat door de algemeene vergadering wordt aangesteld.

De statuten bepalen het aantal leden den duur van hun mandaat en het bedrag der vergoeding die hun mag toegekend worden.

ART. 12.

Een koninklijk besluit, het openbaar nut uitroepende, kan de maatschappij machtigen in haar eigen naam de onteigening, om reden van openbaar nut, na te streven.

De gouverneur der provincie in dewelke de onroerende goederen die moeten onteigend worden zijn gelegen, is bevoegd om de stukken te onderteekenen die door artikel 9 der wet van 27 Mei 1870 worden voorzien.

ART. 13.

La société pourra être autorisée par le Gouvernement, aux conditions à déterminer par lui, à exécuter sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public de l'État, des provinces et des communes, tous les travaux que comportent ses services de manutention.

L'occupation doit respecter l'usage auquel est affecté le domaine public; elle n'entraîne aucune dépossession.

La procédure à suivre est celle fixée par la loi du 20 mai 1898 étendant les pouvoirs du Gouvernement en matière téléphonique, étant entendu que le règlement des indemnités à allouer éventuellement est à charge de la société intercommunale.

ART. 14.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations de la société et à cette fin, d'exiger d'elle tous états de renseignement.

Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qu'il jugerait contraire à la loi ou aux statuts.

Chaque année, les comptes de la société sont soumis au Roi dans la forme et les délais déterminés par les statuts.

ART. 15.

La société est exempte de droit de patente, de la contribution foncière sur les immeubles affectés directement à l'établissement ou à l'exploitation de

ART. 13.

De vereeniging kan van de Regeering vergunning bekomen om, in de voorwaarden die door deze zullen bepaald worden, op of onder de pleinen, wegen, straten, paden, waterloopen en kanalen die tot het openbaar domein van den Staat, de provinciën of de gemeenten behooren, al de werken uit te voeren die voor haar bedrijf noodig zijn.

Bij de benutting van het openbaar domein, moet het gebruik tot hetwelke dit bestemd is geëerbiedigd worden; die benutting geeft geen aanleiding tot onteigening.

De procedure welke moet gevolgd worden is die vastgesteld door de wet van 20 Mei 1898, waarbij het gezag der Regeering in zake telefoon wordt uitgebreid, terwijl het wel is verstaan dat het uitbetalen der vergoedingen, die in voorkomend geval moeten toegekend worden, ten laste der intergemeentelijke vereeniging komt.

ART. 14.

De Regeering heeft het recht toezicht uit te oefenen op al de verrichtingen der vereenigingen te dien einde van haar alle inlichtingstaten te eischen.

Zij mag zich verzetten tegen het uitvoeren van elken maatregel die, naar haar oordeel, in strijd zou zijn met de wet of met de statuten.

Elk jaar worden de rekeningen der vereeniging aan den Koning onderworpen in den vorm en binnen de termijnen die door de statuten zijn bepaald.

ART. 15.

De vereeniging is vrij van patentrecht, van de grond belasting op de onroerende goederen die rechtstreeks voor het inrichten of het uitbaten van haar diens-

ses services, ainsi, que de toute taxe ou redevance au profit des provinces ou des communes du chef de ces immeubles et des objets ayant la même affectation.

Les exemptions du timbre et des droits ou de la formalité de l'enregistrement établies pour certains actes, titres, écrits et affiches concernant les sociétés coopératives et la société nationale des chemins de fer vicinaux sont applicables à ceux de même nature qui concernent la Société intercommunale des Magasins et Transports frigorifiques.

ART. 16.

Chaque année, le Ministre, qui a l'administration du ravitaillement dans ses attributions, dépose sur le bureau des Chambres un rapport du conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires de la société; il y joint le dernier bilan.

ART. 17.

La société se conformera aux lois sur l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1919.

ten worden gebruikt, evenals vanhelken aanslag of elke schatting ten voordeele der provinciën of der gemeenten, uit hoofde van die onroerende goederen en voorwerpen die tot hetzelfde doel worden gebruikt.

De ontheffingen van zegelrecht en der registratierechten en formaliteiten, die zijn vastgesteld voor zekere akten, titels, schriften en aanplakbrieven van de samenwerkende vereenigingen en de nationale maatschappij der buurtspoorwegen, zijn toepasselijk op die van gelijken aard welke betrekking hebben op de Intergemeentelijke Samenwerkende Vereeniging der vries- en koelmagazijnen en vervoerdiensten.

ART. 16.

Elk jaar zal de Minister die het beheer der bevoorrading in zijn bevoegdheid heeft, op het bureau der Kamers een verslag van den beheerraad indienen, in hetwelk de toestand der zaken van de vereeniging kenbaar wordt gemaakt; hij zal er de laatste balans bijvoegen.

ART. 17.

De vereeniging zal zich naar de wet op het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurszaken gedragen.

Gegeven te Brussel, den 20^e September 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

Le Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

BON DE BOQUEVILLE.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 SEPTEMBER 1919.

Wetsontwerp betreffende het stichten van Intergemeentelijke Samenwerkende Verenigingen der Vries- en Koelmagazijnen en Vervoerdiensten.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Het vleesch wordt door de beenhouwers aan veel te hoogen prijs verkocht om de arbeidersklasse en den middenstand toe te laten zich behoorlijk te voeden.

De normale prijs zal slechts na vele jaren terugkeeren, wanneer de veestapel zal hersteld zijn.

Anderzijds, zal de bevolking behoefte hebben aan groote hoeveelheden vleesch om haar werkkraft te herstellen, want de ellende en de ontberingen tijdens de Duitche bezetting hebben haar uitgeput, en het zal niet mogelijk zijn haar de aanzienlijke krachtinspanning te vragen die voor 's lands wederopbouw noodig zijn, indien haar niet aan goedkoopere prijs vleeschspijzen worden geleverd tot herstel van haar verloren kraft.

Het invoeren van bevroren vleesch in België ware een der zekerste middelen, niet alleen om onmiddellijk den prijs van het slachtvee te doen dalen, maar ook om aan de werkende standen een grootere hoeveelheid vleesch te verschaffen en den landbouw in de gelegenheid te stellen een teeltkeus van hoornvee te doen, aan te zetten tot folkerij, niet alleen voor de beenhouwerij, maar ook voor de melkproduktie en het herstel van onzen nationalen veestapel.

Het bevroren vleesch heeft het groote voordeel van veel goedkoper te zijn dan het verse, zelfs in gewonen tijd, van bacteriënvrij, malscher en bijgevolg beter verteerbaar te zijn dan versch geslagen vleesch.

Het bezwaar van zijn invoer ligt in de zorgen welke het vereischt. Dat vleesch moet, inderdaad, in de aankomsthavens en in de groote verdeelingscentra, in zeer lage temperatuur gehouden worden; gedurende het vervoer mag het geen te groote temperatuurswisselingen ondergaan, niet blootgesteld zijn aan vochtigheid; bij zijn aankomst moet het nog in bijzondere lokalen

bewaard en vóór het verbruik langzaam ontdooid worden, om het behoorlijk aan het publiek te kunnen aanbieden.

Van af het begin van dit jaar, heeft het Departement van Bevoorrading zich met het vraagstuk van den invoer van bevrozen vleesch beziggehouden, en een invriezingsdienst werd ingesteld, met opdracht de zaak te besludeeren.

Daar de meeste stapelhuizen die in het land bestaan, en waarvan de ruimte trouwens uitermate beperkt is, ten behoeve van het leger zijn opgeëischt, heeft men er moeten aan denken hun aantal te vermeederen, en de invriezingsdienst heeft de inrichting ondernomen van een centraal koelstapelhuis van den Staat, dat thans te Antwerpen, onder de leiding en het toezicht van deskundigen, in aanbouw is. Anderzijds heeft de Invriezing-dienst een uitgebreide dokumentatie verzameld en zich bezighouden met de kwestie der koelvervoermiddelen per spoor, te water en te lande. Sinds Juli wordt bevrozen vleesch te koop gesteld en in de meeste streken des lands door de bevolking zeer goed onthaald. Door het invoeren van die waar is het namelijk mogelijk geweest de verwoeste streek van Zuid-West-Vlaanderen, die geheel van slachtvee is beroofd van vleesch te voorzien.

Het werk dat door het Departement van Bevoorrading zoo nuttig is begonnen, moet door een blijvende instelling, onder toezicht der openbare besturen, voortgezet en overgenomen worden, want de partikuliere ondernemingen, aan zichzelf overgelaten, zouden in geheel dat bedrijf slechts een handelsbelang zien en het bevrozen vleesch slechts verkoopen wanneer het mogelijk zou zijn veel winst te maken. In België bestaat er trouwens slechts een klein aantal koelstapelhuizen, waarvan het meerendeel zonder vrieskamer is (sommige provinciën hebben er volstrekt geene), en door de groote vraag en het zeer geringe aanbod, is hun huurprijs klaarblijkelijk overdreven.

De bevolking heeft er dus hoofdzakelijk belang bij dat de openbare besturen maatregelen treffen om te vermijden dat de koelwaren en het bevroren vleesch in handen kome van weinig kiesche partikulieren, ten nadeele der bevoorrading. In dien gedachtengang hebben wij de eer aan uw beraadslaging een ontwerp van wet te onderwerpen, waarbij de gemeenten worden gemachtigd een samenwerkende vereeniging van koelstapelhuizen en vervoerdiensten op te richten.

Het vleesch en de andere waren die door de koude kunnen bewaard blijven zouden bijna niet door de op te richten samenwerkende vereeniging in 't klein verkocht worden. De verkoop in 't klein zou toevertrouwd worden aan beenhouwers en andere kleinhandelaars die de toezichts- en prijsvoorwaarden zouden aanvaarden, en slechts wanneer de plaatselijke handel in gebreke zou blijven of klaarblijkelijk onvoldoende zou zijn, zou de verkoop door bemiddeling der gemeentewinkels kunnen geschieden.

Daar het beoogde doel hoofdzakelijk bestaat in het tot stand brengen van koelinrichtingen, tot verkoeling, bezvriezing en ontdoijing, zou de op te richten vereeniging ook den privaathandel kunnen helpen om waren (melk, boter, eieren, visch, wild, fruit, groenten, enz...) te verkoopen die, indien geen koelinrichtingen bestonden, niet bewaard zouden kunnen worden.

De Intergemeentelijke vereeniging zal zelf de voedingswaren koopen die in haar inrichtingen moeten bewaard worden, en desnoods de plaats die beschik-

baar blijft aan partikulieren verhuren. Zij zal over een uitgebreid krediet beschikken en rechtstreeks met de voortbrengers kunnen onderhandelen, waardoor de inkooprijzen zeer gunstig zullen beïnvloed zijn.

Men zou kunnen aanvoeren dat in een intergemeentelijke instelling gebrek aan bevoegdheid zou zijn. Maar men moet er zich rekenschap van geven, dat de « samenwerkende » vorm juist toelaat aan het gemeentelijke vermogen, onder vorm van kapitalen, de noodige lenigheid te geven voor den goeden gang van dergelijke handelszaak. De aandeelhouders der naamloze vennootschappen zijn trouwens niet meer bevoegd in de bedrijven die zij uitoefenen dan de gemeentebestuurders op het gebied der koelinrichtingen. Het zal voldoende zijn dat de vereeniging zich van al de waarborgen omringt door het aanstellen van het bestuurspersoneel, van hetwelk, zooals in elke onderneming, de goede gang der vereeniging afhangt.

De tusschenkomst van partikulieren bij het samenstellen van het kapitaal, zal zeker elken twijfel te dien opzichte wegnemen. Die deelneming is evenwel beperkt, opdat de meerderheid aan de vereenigde gemeenten blijve.

De Minister
van Nijverheid, Arbeid en Betoorrading,
J. WAUTERS.

**Projet de loi relatif à la constitution
de Sociétés Coopératives Intercom-
munales des magasins et transports
frigorifiques.**

**Wetsontwerp betrekkelijk het stichten
van Intergemeentelijke Samenwer-
kende Vereenigingen der vries- en
koelmagazijnen en- vervoerdiensten.**

ALBERT,

ROI DES-BELGES,

A tous présents et à venir, Salut !

Sur la proposition de Notre Ministre
de l'Industrie, du Travail et du Ravitail-
lement et Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre de l'Industrie, du
Travail et du Ravitaillement et Notre
Ministre de l'Intérieur présenteront en
Notre nom, aux Chambres législatives,
le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER.

Est soumise à l'avis de la Députation
permanente et à l'approbation du Roi,
la délibération par laquelle une commune
décide de s'associer avec une ou plu-
sieurs communes ou avec des particuliers
habitant ces communes aux fins d'assu-
rer l'achat, la construction, l'entretien,
la location d'entrepôts, magasins et
transports frigorifiques; la fabrication
et la vente de la glace nécessaire aux
opérations de la société; l'entreposage
pour compte de tiers, de toutes denrées
et marchandises susceptibles d'être con-
servées à basse température; l'achat,
l'entreposage et la vente des denrées

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil !

Op voorstel van Onzen Minister van
Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading en
Onzen Minister van Binnenlandsche
Zaken,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUTEN :

Onze Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading en Onze Minister van
Binnenlandsche Zaken zullen in Onzen
naam het volgende wetsontwerp bij de
Wetgevende Kamers indienen :

ARTIKEL EÉN.

Wordt aan het advies der Bestendige
Afvaardiging onderworpen de beraad-
slaging bij dewelke een gemeente beslist
zich met een of meerdere gemeenten of
met partikulieren deze gemeenten be-
wonende te vereenigen voor het aankoo-
pen, bouwen, onderhouden, huren van
vriesstapelhuizen-, magazijnen en -ver-
voermiddelen; het fabricceeren en den ver-
koop van het ijs dat voor de ondernemin-
gen der maatschappij noodig is; de ber-
ging, voor rekening van derde personen,
van alle levensmiddelen en koopwaren die
bij lage temperatuur kunnen bewaard
worden; het aankopen, bergen en ver-

alimentaires périssables qui sont déterminées par arrêté royal.

A la délibération, sont joints les statuts de la société à constituer.

ART. 2.

La société ne vendra qu'à ses membres, aux bureaux de bienfaisance et aux hospices civils.

Le débit en détail par les acheteurs devra se faire dans les conditions de prix et de contrôle déterminées par la société, sous l'approbation du Ministre qui a le ravitaillement dans ses attributions.

Les communes associées ne pourront établir des magasins communaux que pour autant que le commerce local ne puisse ou ne veuille assurer la vente dans les conditions indiquées. Ces magasins ne pourront débiter qu'aux habitants des communes associées.

ART. 3.

La société sera constituée dans la forme des sociétés coopératives et jouira, sans perdre son caractère civil, des avantages accordés par la loi aux sociétés commerciales.

Les associés ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une somme déterminée.

ART. 4.

Les statuts seront conformes aux principes consacrés par la présente loi et aux dispositions des lois sur les sociétés commerciales, pour autant qu'il

koop van vergankelijke levensmiddelen, welke door koninklijk besluit bepaald worden.

Bij de beraadslaging worden de statuten der vereeniging die moet opgericht worden gevoegd.

ART. 2.

De vereeniging zal slechts aan haar leden, aan de weldadigheidsbureau en aan de burgerlijke godshuizen verkoopen.

De verkoop in 't klein door de aankoopers, zal moeten geschieden in de voorwaarden van prijs en toezicht die door de vereeniging bepaald en door den Minister die de bevoorrading in zijn bevoegdheid heeft goedgekeurd zijn.

De vereenigde gemeenten zullen geene gemeentemagazijnen mogen oprichten, tenzij de plaatselijke handelaars zich met den verkoop in de aangeduide voorwaarden niet kunnen of niet willen belaste. Deze magazijnen mogen enkel aan inwoners van vereenigde gemeenten verkoopen.

ART. 3.

De maatschappij zal opgericht worden in den vorm der samenwerkende vereenigingen en, zonder haar burgerlijk karakter te verliezen, van de voordeelen genieten die door de wet aan de handelsvennootschappen worden verleend.

De geassocieerden mogen zich slecht afzonderlijk en tot het beloop van een bepaald bedrag verbinden.

ART. 4.

De statuten zullen overeenstemmen met de grondstellingen die in deze wet voorkomen en met de bepalingen der wetten op de handelsvennootschappen,

ne soit pas nécessaire de déroger à ces dernières en raison de la nature spéciale de la société.

Les dérogations devront être expressément mentionnées dans les statuts.

ART. 5.

La durée de la société n'est pas limitée. La dissolution pourra être prononcée par les deux tiers des associés, sous réserve de l'approbation royale.

ART. 6.

Les particuliers ne pourront souscrire plus de deux parts sociales. Le nombre global des parts souscrites par les particuliers ne pourra dépasser le tiers du nombre total des parts sociales.

Toutes les parts sont nominatives, elles ne peuvent être cédées. Cependant, les communes peuvent être autorisées par le Roi à céder leurs parts à d'autres communes.

ART. 7.

Les statuts devront prévoir :

- 1° La constitution d'une réserve;
- 2° La constitution d'un fonds de prévision destiné aux extensions et améliorations, ainsi qu'au paiement du dividende des exercices sociaux ultérieurs.

ART. 8.

Le dividende annuel à allouer éventuellement ne peut dépasser l'intérêt du capital versé à un taux de 1 % supérieur au taux réel d'émission du dernier emprunt contracté par l'Etat.

voor zoover het, om den bijzonderen aard der maatschappij, niet noodig zij van deze laatste bepalingen af te wijken.

De afwijkingen zullen in de statuten uitdrukkelijk moeten vermeld zijn.

ART. 5.

De duur der vereeniging is niet beperkt. De ontbinding zal door de twee derden der geassocieerden mogen beslist worden, onder voorbehoud der algemeene goedkeuring.

ART. 6.

De partikulieren zullen voor niet meer dan twee maatschappelijke aandeelen mogen inteekenen. Het globale aantal intekeningen door partikulieren gedaan mag het derde der maatschappelijke aandeelen niet overtreffen.

Al de aandeelen zijn nominatief en kunnen dus niet afgestaan worden. De gemeenten kunnen nochtans door den Koning gemachtigd worden hun aandeelen aan andere gemeenten af te staan.

ART. 7.

De statuten zullen moeten voor zien :

- 1° Het vormen van een reservefonds;
- 2° Het vormen van een fonds van vooruitzicht, bestemd tot de uitbreidingen verbeteringen en tot de uitbetaling der winstaandeelen voor latere bedrijfsjaren.

ART. 8.

Het jaarlijksche winstaandeel, dat eventueel zal verleend worden, mag den interest van het kapitaal, dat is gestort tegen een rentevoet van 1 % boven den werkelijken rentevoet van uitgifte der laatste door den Staat gesloten leening, niet overschrijden.

ART. 9.

La société peut contracter des emprunts ou émettre des obligations en représentation de la part non libérée par les communes.

ART. 10.

La société est administrée par un conseil et un directeur général.

Le conseil d'administration est formé d'un président et d'administrateurs dont le nombre, qui ne pourra dépasser six, est fixé par les statuts.

Les membres du conseil d'administration sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

Le directeur général est nommé par le conseil d'administration.

Les statuts règlent ce qui a trait aux attributions, aux émoluments et à la nature des fonctions du président, des administrateurs et du directeur général.

ART. 11.

Le contrôle des opérations de la société est assuré par un comité de surveillance nommé par l'assemblée générale.

Les statuts fixent le nombre des membres, la durée de leur mandat ainsi que le montant des émoluments qui peuvent leur être attribués.

ART. 12.

Un arrêté royal, décrétant l'utilité publique, pourra autoriser la société à poursuivre en son nom l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Le gouverneur de la province dans laquelle sont situés les immeubles à exproprier est compétent pour passer les actes prévus par l'article 9 de la loi du 27 mai 1870.

ART. 9.

De vereeniging mag leeningen sluiten of obligatiën uitgeven voor het gedeelte van het kapitaal, dat door de gemeenten niet is gestort.

ART. 10.

De vereeniging wordt beheerd door een Raad en een algemeenen bestuurder.

De beheerraad bestaat uit een voorzitter en beheerders, wier aantal, dat de zes niet mag overschrijden, door de statuten wordt bepaald.

De leden van den beheerraad worden door de algemeene vergadering der aandeelhouders benoemd.

De algemeene bestuurder wordt door den beheerraad benoemd.

De statuten regelen alles wat de bevoegdheid, de emolumenten en den aard der functies van den voorzitter, de beheerders en den algemeenen bestuurder betreft.

ART. 11.

Het toezicht op de werkzaamheden der vereeniging wordt uitgeoefend door een toezichtskomitee dat door de algemeene vergadering wordt aangesteld.

De statuten bepalen het aantal leden den duur van hun mandaat en het bedrag der vergoeding die hun mag toegekend worden.

ART. 12.

Een koninklijk besluit, het openbaar nut uitroepend, kan de maatschappij machtigen in haar eigen naam de onteigening, om reden van openbaar nut, na te streven.

De gouverneur der provincie in welke de onroerende goederen die moeten onteigend worden zijn gelegen, is bevoegd om de stukken te onderteekenen die door artikel 9 der wet van 27 Mei 1870 worden voorzien.

ART. 13.

La société pourra être autorisée par le Gouvernement, aux conditions à déterminer par lui, à exécuter sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public de l'État, des provinces et des communes, tous les travaux que comportent ses services de manutention.

L'occupation doit respecter l'usage auquel est affecté le domaine public; elle n'entraîne aucune dépossession.

La procédure à suivre est celle fixée par la loi du 20 mai 1898 étendant les pouvoirs du Gouvernement en matière téléphonique, étant entendu que le règlement des indemnités à allouer éventuellement est à charge de la société intercommunale.

ART. 14.

Le Gouvernement a le droit de contrôler toutes les opérations de la société et à cette fin, d'exiger d'elle tous états de renseignement.

Il peut s'opposer à l'exécution de toute mesure qu'il jugerait contraire à la loi ou aux statuts.

Chaque année, les comptes de la société sont soumis au Roi dans la forme et les délais déterminés par les statuts.

ART. 15.

La société est exempte de droit de patente, de la contribution foncière sur les immeubles affectés directement à l'établissement ou à l'exploitation de

ART. 13.

De vereeniging kan van de Regeering vergunning bekomen om, in de voorwaarden die door deze zullen bepaald worden, op of onder de pleinen, wegen, straten, paden, waterloopen en kanalen die tot het openbaar domein van den Staat, de provinciën of de gemeenten behooren, al de werken uit te voeren die voor haar bedrijf noodig zijn.

Bij de benutting van het openbaar domein, moet het gebruik tot hetwelke dit bestemd is geëerbiedigd worden; die benutting geeft geen aanleiding tot onteigening.

De procedure welke moet gevolgd worden is die vastgesteld door de wet van 20 Mei 1898, waarbij het gezag der Regeering in zake telefoon wordt uitgebreid, terwijl het wel is verstaan dat het uitbetalen der vergoedingen, die in voorkomend geval moeten toegekend worden, ten laste der intergemeentelijke vereeniging komt.

ART. 14.

De Regeering heeft het recht toezicht uit te oefenen op al de verrichtingen der vereenigingen te dien einde van haar alle inlichtingstaten te eischen.

Zij mag zich verzetten tegen het uitvoeren van elken maatregel die, naar haar oordeel, in strijd zou zijn met de wet of met de statuten.

Elk jaar worden de rekeningen der vereeniging aan den Koning onderworpen in den vorm en binnen de termijnen die door de statuten zijn bepaald.

ART. 15.

De vereeniging is vrij van patentrecht, van de grond belasting op de onroerende goederen die rechtstreeks voor het inrichten of het uitbaten van haar diens-

ses services, ainsi, que de toute taxe ou redevance au profit des provinces ou des communes du chef de ces immeubles et des objets ayant la même affectation.

Les exemptions du timbre et des droits ou de la formalité de l'enregistrement établies pour certains actes, titres, écrits et affiches concernant les sociétés coopératives et la société nationale des chemins de fer vicinaux sont applicables à ceux de même nature qui concernent la Société intercommunale des Magasins et Transports frigorifiques.

ART. 16.

Chaque année, le Ministre, qui a l'administration du ravitaillement dans ses attributions, dépose sur le bureau des Chambres un rapport du conseil d'administration faisant connaître la situation des affaires de la société; il y joint le dernier bilan.

ART. 17.

La société se conformera aux lois sur l'emploi de la langue flamande en matière administrative.

Donné à Bruxelles, le 20 septembre 1919.

ten worden gebruikt, evenals vanhelken aanslag of elke schatting ten voordeele der provinciën of der gemeenten, uit hoofde van die onroerende goederen en voorwerpen die tot hetzelfde doel worden gebruikt.

De ontheffingen van zegelrecht en der registratierechten en formaliteiten, die zijn vastgesteld voor zekere akten, titels, schriften en aanplakbrieven van de samenwerkende vereenigingen en de nationale maatschappij der buurtspoorwegen, zijn toepasselijk op die van gelijken aard welke betrekking hebben op de Intergemeentelijke Samenwerkende Vereeniging der vries- en koelmagazijnen en vervoerdiensten.

ART. 16.

Elk jaar zal de Minister die het beheer der bevoorrading in zijn bevoegdheid heeft, op het bureau der Kamers een verslag van den beheerraad indienen, in hetwelk de toestand der zaken van de vereeniging kenbaar wordt gemaakt; hij zal er de laaste balans bijvoegen.

ART. 17.

De vereeniging zal zich naar de wet op het gebruik der Vlaamsche taal in bestuurszaken gedragen.

Gegeven te Brussel, den 20^{en} September 1919.

ALBERT.

PAR LE ROI :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et du Ravitaillement,*

VAN 'S KONINGS WEGE :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Bevoorrading,*

J. WAUTERS.

Le Ministre de l'Intérieur,

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

B^{on} DE BOQUEVILLE.